

COMMUNIQUÉ POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Les organismes communautaires s'inquiètent des compressions budgétaires annoncées par le gouvernement et invitent la population à observer les impacts directs de ces mesures !

Mont-Laurier, le 17 octobre 2014 – Alors que nous sommes dans la semaine de visibilité de l'action communautaire autonome (ACA), les organismes communautaires se préoccupent de l'état d'austérité qui règne actuellement sur le Québec. Quels seront les impacts des coupures annoncées tant sur eux-mêmes, leurs services que sur la population et la région ? Voilà le sujet sur lequel la Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides (CDCHL) a convié ses membres lors de leur dernière rencontre tenue le 14 octobre dernier.

Bien que des actions concrètes ne soient pas arrêtées actuellement, cette rencontre aura permis d'identifier des enjeux importants pour la qualité de vie de notre milieu. « On nous dit que le régime minceur du gouvernement vise à couper dans le gras administratif et qu'il n'affectera pas les services à la population. Or, jour après jour, dans l'actualité plusieurs annonces présentent des coupures de toutes sortes affectant les services à la population. Nous voyons bien que du gras il n'y en a pas tant que ça et que les services seront affectés », souligne Stéphanie Giroux, directrice générale de la CDCHL.

Prenons l'exemple de la fusion des CSSS en un seul centre intégré de santé et services sociaux (CISSS) dont l'unique conseil d'administration serait à St-Jérôme... comment nos besoins seront-ils représentés afin d'améliorer les services locaux? Avec le déplacement des cadres, la MRC s'appauvrira-t-elle ? Prenons également l'exemple du redressement du régime de retraite qui vise s'implanter d'abord dans le milieu municipal pour s'étendre aux institutions publiques, comme le système de santé et services sociaux... considérant qu'une majorité de femmes qui occupent ces postes et que les femmes vivent plus longtemps que les hommes, qui s'appauvrira par ce redressement ?

Avec tous les ballons d'essai et le brassage de programmes, il est clair pour les groupes communautaires que le gouvernement utilise une stratégie de division de la population et des groupes d'intérêt. À cela s'ajoute une déstabilisation volontaire par la création d'un climat d'insécurité. Pour au final espérer que monsieur madame tout le monde s'accommode du moins pire.

L'appauvrissement ne peut être considéré comme le moins pire. Personne ne mérite de s'appauvrir et personne ne désire être pauvre. Pour les groupes communautaires, la justice sociale passe par une meilleure répartition de la richesse. Des alternatives sont toujours

[Nous joindre](#)

Téléphone : 819 623-4494
Télécopieur : 819 499-3009
stephanie.giroux@cdchl.org

[Nous visiter](#)

385, rue du Pont
2^e étage
Mont-laurier (QC)

[Nous écrire](#)

Casier postal 42
Mont-Laurier (QC)
J9L 3G9



Visitez le portail web communautaire au www.cdchl.org

possibles. Mais pour y arriver, le gouvernement doit ouvrir le dialogue sur la question des revenus de l'État québécois. Pour les gens intéressés ou pour les sceptiques, nous vous invitons à consulter le portail web communautaire au <http://www.cdchl.org/documents> afin de prendre connaissance de propositions visant à trouver des solutions fiscales et à mieux contrôler les dépenses.

À l'heure où l'on se parle, personne ne connaît l'issue de cette vague de compression. Cependant, il faut reconnaître que les organismes communautaires occupent une place indispensable dans tous les secteurs de la société québécoise. Sans eux, des centaines de services directs aux personnes ne seraient plus offerts. Déjà à bout de souffle par les demandes croissantes et en mobilisation pour leur rattrapage de financement, les organismes communautaires ont besoin de vous. La CDCHL invite la population à témoigner aux organismes communautaires leur appui au maintien de leur mission et leur autonomie et au rattrapage de leur financement. La CDCHL vous propose également de suivre ses prochaines communications sur les enjeux des compressions budgétaires.

- 30 -

Pour information : Stéphanie Giroux, directrice générale
Tél: 819 623-4494